LE PORT NATIONAL

que, dans cette loi, il n'est nullement question du patron qui accorderait des rabais et commissions illicites, mais simplement des agents. Il nous demande notre opinion et nous prie de lui répondre par la voie de notre journal.

Plusieurs patrons, nous dit-il, agissent dans le même sens que leurs agents, c'est-à-dire font des rabais secrets. "Ainsi", poursuit-il, "pour certaines marchandises, afin de conserver un prix plus rémunérateur, les marchands de gros s'entendent et s'engagent à vendre à un prix de... Certains de ces marchands donnent des rabais secrets tout en facturant au prix convenu avec leurs confrères. Veuillez, s'il vous plaît dire dans votre journal si le patron lui-même se trouve concerné?"

Le paragraphe (d) de l'article 3, répond à la question de notre abonné, il dit : "toute personne qui participe à ou, le sachant, se rend complice d'un délit tombant sous l'effet de cette loi, sera reconnue coupable de telle offense et sera passible, sur conviction, d'une pénalité prévue plus haut par cette section."

Il est évident qu'un patron qui autoriserait son agent à donner une commission secrète et facturerait la marchandise à un prix qui ne tiendrait pas compte de cette commission, tomberait sous le coup de la loi. Car, en ce cas, le patron enfreindrait lui-même la loi et tomberait sous le coup du paragraphe (d) qui frappe non seulement l'agent, mais toute personne qui participe.....

Nous croyons que la loi peut-être interprétée ainsi, car son but est d'assurer la sincérité des factures, reçus, etc., c'est-à-dire des transactions. C'est là l'esprit de la loi et elle doit être interprétée dans son esprit plutôt que dans sa lettre.

Le cas le plus ordinaire est celui d'un agent qui accorde un rabais ou une commission à son client, qu'il paie lui-même de sa poche, en dehors de la connaissance de son patron, mais qu'il porte en compte ensuite à son patron d'une façon détournée, sous forme de frais de voyage, d'hôtel, etc....

Il est facile de saisir que, dans ce cas, le patron, loin d'être complice, est victime. Il ne saurait donc envoyer à son client une facture qui tiendrait compte de la commission.

Dans ce cas, le marchand qui ne veut pas s'exposer à passer pour complice de l'agent doit, quand il reçoit une facture ne tenant pas compte du rabais qui lui aurait été payé en argent, avertir son fournisseur du fait.

Faute de ce faire, la loi par le paragraphe (d) peut l'atteindre au même titre que l'agent.

Il y a, aujourd'hui, autant de chances que jamais de faire de l'argent au moyen d'une publicité judicieuse—comme question de fait, il y en a davantage.

Il est évident que tout bon citoyen ne peut voir d'un oeil calme sa ville natale ou celle qui a été comme lieu de résidence perdre une partie de son commerce, de son trafic. Il est naturel qu'un homme bien né ait une tendresse particulière pour son clocher, mais, d'autre part, il n'est pas naturel qu'un bon citoyen fasse passer l'intérêt de sa propre localité avant l'intérêt général, avant l'intérêt national.

On affirme qu'une délégation de la Chambre de Commerce de Québec se rendit, en avril dernier, auprès du président de la White Star-Dominion, à New-York, dans le but de lui persuader d'adopter Québec comme point terminus de ladite ligne au détriment de Montréal, sous prétexte que le chenal entre Québec et Montréal était dangereux pour des navires du tonnage et des dimensions de ceux de la White Star-Dominion.

La délégation de la Chambre de Commerce de Québec ignorait-elle alors que le "Laurentic" de la ligne White Star-Dominion qui a si facilement remonté le fleuve jusque dans le port de Montréal n'a qu'un tirant d'eau de 27½ pieds et que journalièrement notre port reçoit des navires tirant 29 pieds et plus.

C'est un fait sur lequel la délégation aurait pu se renseigner exactement avant de faire une démarche aussi intempestive qu'inutile.

Le président de la White Star-Dominion n'a pas craint de se renseigner; il est venu en personne à Montréal et, après avoir pris l'avis de pilotes expérimentés, il a décidé que les navires de sa compagnie remonteraient jusqu'à Montréal.

Nous voudrions pouvoir féliciter les membres de la délégation de la Chambre de Commerce de Québec de la tentative qu'ils ont faite en vue d'accroître le trafic de leur port; mais, si nous les félicitons de leur esprit civique, nous devrions en même temps condamner le moyen qu'ils ont employé dans leur inutile tentative.

Ce n'est certes pas faire oeuvre de bon Canadien que de dénigrer un port canadien. C'est une habitude ancienne à Québec de décrier le port de Montréal: Jalouse de clocher, assurément.

Mais cette jalouse ne peut rien contre le port national du Dominion qui continuera à progresser dans l'avenir, comme il l'a fait dans le passé.

Il y a place au Canada pour plusieurs ports importants. Celui de Québec peut se développer et se développera sûrement, mais les Québécois peuvent tenir pour certain que le grand port de distribution, pour l'exportation comme pour l'importation, sera toujours le port le plus central du pays, le plus avancé dans l'intérieur des terres.

Qu'ils se familiarisent donc avec l'idée que Montréal est véritablement le port national aujourd'hui et qu'il le sera encore demain.

Le Ministre de la Marine vient d'ailleurs de faire une déclaration à la Chambre des Communes qui devra les fixer sur ce point.

Interrogé sur ce que deviendraient les dragues quand le chenal serait entièrement creusé à une profondeur de 30 pieds, le Ministre a répondu: "Nous les emploierons à le creuser à 35 pieds."

N'est-ce pas dire que Montréal n'a rien à craindre de l'avenir et que des navires d'un tirant d'eau supérieur à celui du "Laurentic" y auront accès?

ASSEMBLEE ANNUELLE DE LA CANADIAN COLORED COTTON

L'assemblée de la Canadian Colored Cotton Mills Co., Limited, a eu lieu le 23 mai au bureau principal de la Compagnie, 28 Carré Victoria, sous la présidence de M. David Morris, président de la Compagnie.

Le rapport des directeurs fut présenté, donnant le résultat des opérations de la Compagnie pour l'année se terminant le 31 mars 1909.

Le président déclara qu'en raison de l'état stagnant des affaires, les diverses manufactures, contrôlées par la Compagnie ont été inoccupées pendant les 22-100 du temps. Les expéditions de marchandises au commerce se sont élevées, pendant l'année, à \$2,354,808, contre \$2,967,338, l'année précédente, ce qui fait une diminution de \$612,730 dans les ventes. Toutefois, la Compagnie, après avoir payé l'intérêt sur ses bons et un dividende de 4 pour cent sur ses actions, a pu porter une somme de \$14,366.53 au crédit du compte de profits et pertes, déduction faite du montant habituel consacré aux réparations et améliorations.

Le président déclara que les affaires n'étaient pas encore revenues à des conditions normales; aussi la Compagnie réduirait-elle sa production,—politique qui continuerait jusqu'à ce que les conditions justifient un travail régulier des manufactures.

En raison d'une concurrence active par l'Angleterre et les Etats-Unis, les prix de vente des marchandises sont exceptionnellement bas, étant donné que le coton brut s'est maintenu à un prix excessivement élevé.

La Compagnie a en opération 3,110 métiers, 113,600 broches et emploie plus de 2,000 mains.

L'année dernière, la somme payée en salaires s'est élevée à \$633,000.

Le rapport des directeurs fut adopté et l'ancien bureau de direction fut réélu, savoir: D. Morrice, sir George Drummond, sir Edward Clouston, Theophilus King,